

Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78

78-2023-06-26-00003

Arrêté préfectoral portant mise en demeure de  
la société IMPLUS EU pour les installations qu'elle  
exploite à Limay (78520) 6 avenue du Val





**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
**Unité départementale des Yvelines**

### **ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure  
en application de l'article L.171-7 du Code de l'environnement,  
en application de l'article L.521-17 du Code de l'environnement,  
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement  
de la Société IMPLUS EU exploitant des installations classées  
pour la protection de l'environnement à Limay**

**LE PRÉFET DES YVELINES,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et L.521-17 ;

**VU** le règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission ;

**VU** le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2016-40397 du 2 décembre 2016 autorisant la société IMPLUS EU à exploiter un entrepôt de deux cellules destinées au stockage de produits combustibles et de polymères sur la commune de Limay (78520), 6 avenue du Val ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées (spécialité installations classées) faisant suite à la visite de contrôle du 26 janvier 2023 ;

**VU** le courrier en date du 2 mai 2023, notifié le 9 mai suivant, transmettant à l'exploitant le rapport de suite d'inspection visé ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure pour observations éventuelles ;

**VU** les échanges de l'exploitant avec l'inspection des installations classées le 16 mai 2023 et les observations de l'exploitant formulées par courriel du 31 mai 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023 des installations exploitées par la société IMPLUS EU au 6 avenue du Val sur la commune de Limay, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant stocke 118 tonnes d'aérosols ;

**CONSIDÉRANT** que, dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant a indiqué pouvoir stocker 480 tonnes d'aérosols au titre de la rubrique n°4321 de la nomenclature des ins-

tallations classées pour la protection de l'environnement, être en conséquence sous le seuil de classement de cette rubrique et donc non classé au titre de cette rubrique ;

**CONSIDÉRANT** que, à l'examen des fiches de données de sécurité des aérosols stockés fournies par l'exploitant, ces produits relèvent de la rubrique n° 4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que, au vu du dossier d'enregistrement, la quantité d'aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, susceptible d'être présente dans l'installation est de 480 tonnes ;

**CONSIDÉRANT** la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique n°4320 :

- Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1 -lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 150 t, l'installation relève du régime de l'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 26 janvier 2023, qui relève du régime de l'autorisation est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société IMPLUS EU de régulariser sa situation administrative ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que la société IMPLUS EU stocke 56,53 tonnes du produit Waterproofoer et 51,16 tonnes du produit Instant Cleaner ; que l'exploitant déclare acheter directement ces produits aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne ; que l'exploitant est donc l'importateur des substances contenues dans ces aérosols ; que, au vu des informations des fiches de données de sécurité de ces produits et après vérification par sondage, les substances "Naphta (petroleum) », hydrotreated heavy" et "Petroleum gases, liquefied" semblent importées en quantité supérieure à 1 tonne par an ; que l'exploitant n'a pas pu fournir de numéro d'enregistrement de ces substances auprès de l'Agence européenne des produits chimiques ; qu'il n'a pas indiqué avoir connaissance de l'existence d'un représentant exclusif qui serait en charge de l'enregistrement des substances auprès de l'Agence européenne des produits chimiques ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du point 1 de l'article 6 du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté, pour les substances vérifiées par sondage, que les fiches de données de sécurité fournies par l'exploitant sont incomplètes ou comportent des données erronées ; que les palettes des produits aérosols ne comportent aucun étiquetage spécifique et en particulier aucune mention sur les dangers ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de la rubrique 3 de l'annexe II du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 521-17 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société IMPLUS EU de respecter les prescriptions du point 1 de l'article 6 et de la rubrique 3 de l'annexe II du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'est pas en mesure de produire un état des produits stockés compréhensible par les pouvoirs publics susceptibles de les consulter ; qu'il ne produit pas une liste de produits stockés avec leur emplacement ; qu'il stocke des aérosols en quantité importante sans identifier le type de danger et les rubriques concernées ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions au I.1 du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les 118 tonnes d'aérosols présents le jour de l'inspection, considérés comme extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ou contenant des gaz ou des liquides inflammables de catégorie 1 au vu des fiches de données de sécurité, sont stockées avec les autres marchandises dans l'entrepôt, sans séparation physique, sans étiquetage adapté ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de produire l'étude des effets thermiques ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions du point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que deux poteaux d'aspiration de la réserve d'eau extérieure de couleur bleue et plusieurs poteaux incendie dont un sur pied métallique sont présents sur le site ; que les agents d'extinction des extincteurs vus dans l'entrepôt ne sont pas appropriés aux risques à combattre et ne sont pas compatibles avec les matières stockées compte tenu du stockage d'aérosols extrêmement inflammables et au vu des fiches de données de sécurité consultées sur site ; que des colis ou palettes sont stockées à proximité de plusieurs robinets d'incendie armés ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les commandes manuelles de fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés ne sont pas bien réparties sur le site ; que des palettes et colis sont stockés à proximité immédiate de ces commandes manuelles qui ne sont donc pas facilement accessibles et manœuvrables en toute circonstance ; que l'exploitant n'a pas pu indiquer l'emplacement des amenées d'air frais ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du point 5 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite de contrôle du 26 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que deux issues de secours sont verrouillées au niveau de l'arrière du bâtiment ;

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions du point 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les échanges et observations de l'exploitant susvisés ne remettent pas en cause les constats de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société IMPLUS EU, de respecter les prescriptions des



points 1.4, 5, 8, 13 et 14 de l'annexe II et du point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique n° 4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, conformément aux articles R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;
- en cessant ses activités de stockage relevant de la rubrique 4320 et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai de **quinze jours** l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être télétransmis dans un délai de **trois mois**. L'exploitant fournit dans un délai d'**un mois** les éléments justificatifs du lancement de la constitution du dossier de demande ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les **trois mois** et l'exploitant transmet en préfecture dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** : La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 6 (point 1) du règlement REACH (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié susvisé en :

- justifiant, dans le délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, la quantité importée sur une année de chaque substance contenue dans les aérosols et précisant si ces substances ont été enregistrées au titre du règlement REACH (exemption, représentant exclusif etc.) auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ;
- régularisant, si nécessaire au vu des quantités importées, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative de ces produits chimiques :
  - soit en cessant l'activité d'importation,
  - soit en enregistrant, auprès de l'agence européenne des produits chimiques, les substances importées en quantité supérieure à 1 tonne par an, conformément au règlement REACH (CE) n°1907/2006 du parlement européen et du conseil du 18 décembre 2006.

**Article 3** : La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de la rubrique 3 de l'annexe II du règlement REACH (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié susvisé, en :

- mettant à jour et complétant les fiches de données de sécurité des substances chimiques stockées avec l'ensemble des données requises ;
- mettant en place un étiquetage de ces produits reprenant les mentions de danger des fiches de données de sécurité corrigées.

**Article 4 :** La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 1.4 (I.1) de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en :

- réalisant un état des stocks intelligible par les pouvoirs publics (nature et quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque cellule, régulièrement tenu à jour) conformément à ces prescriptions ;
- faisant figurer sur ce document, pour les matières dangereuses, *a minima*, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;
- tenant cet état des stocks à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

**Article 5 :** La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **sept jours** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé, en :

- en séparant les matières qui sont de nature à aggraver un incendie des autres matières, dans une cellule distincte, sauf s'il met en place des séparations physiques entre les matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité ;
- en stockant les matières dangereuses dans des cellules particulières faisant l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.

**Article 6 :** La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 1 de l'annexe VIII de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé, en élaborant une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> et, le cas échéant, à engager les mesures de protection prévues au point 2 de cette même annexe. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Article 7 :** La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en :

- transmettant à l'inspection des installations classées les procès verbaux de réception des poteaux incendie d'aspiration de la réserve d'eau extérieure et du poteau incendie sur pied ;
- mettant en place des agents d'extinction appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

**Article 8 :** La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise

en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 5 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en :

- s'assurant que les commandes manuelles des exutoires sont bien réparties, facilement accessibles et manœuvrables en toutes circonstances ;
- s'assurer que les amenées d'air frais, cellule par cellule, d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

**Article 9 :** La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 14 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en s'assurant que les issues de secours ne sont pas verrouillées et qu'elles restent facilement manœuvrables.

**Article 10 :** En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

**Article 11 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2 et 3 dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.521-18 du Code de l'environnement.

**Article 12:** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 4 à 9 dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions seront arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 13 :** La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (articles L.171-11 et L.521-20 du Code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

**Article 14 :** En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines.

Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Limay,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **26 JUIN 2023**

Le Préfet

Le secrétaire général

  
Victor DEVOUGE